**Motion présentée au CA de XXXXX par la liste SNES-FSU**

Les élus SNES-FSU du CA du lycée XXXX s’opposent à la réforme concernant la réforme de l’orientation post-bac, qui instaure la sélection à l’entrée de l’université pour la rentrée prochaine. La loi, non encore votée par le parlement, est déjà en application avec « ParcourSup », ce qui est un déni de la démocratie. Il est inacceptable que le bac puisse cesser d’être, dans les faits, le premier grade universitaire permettant aux élèves d’intégrer la filière de leur choix. C’est d’abord et avant tout l’asphyxie budgétaire des universités, le manque de places dans les formations après des années d’austérité, et le refus d’anticiper l’évolution démographique, qui expliquent la crise actuelle. Ce n’est pas aux futurs étudiants de payer cette crise.

Ce projet est en lien avec les réformes envisagées du bac et du lycée : des réformes qui ne feraient qu’accroître les inégalités entre élèves et établissements, et désorganiser les enseignements au sein des lycées. La semestrialisation, la définition de disciplines mineures et majeures et la réduction des horaires disciplinaires entraineront une baisse du niveau des élèves dans toutes les disciplines et de plus grandes difficultés pour réussir leur poursuite d’études dans le supérieur.

Les élus SNES-FSU tiennent à rappeler leur attachement aux 3 voies du lycée et au principe des séries : celles-ci définissent des parcours qui combinent choix personnalisé et enseignements communs. Les actuelles séries peuvent être améliorées dans leur contenu. Mais les supprimer, ce serait spécialiser les élèves trop tôt, et accroître les inégalités de scolarités. Quant au contrôle continu, promu par le ministère, il menace directement la valeur de l'examen et du diplôme. Nous défendons le principe d'un baccalauréat large, fondé sur des épreuves nationales, terminales et anonymes, seules garantes de l'égalité de valeur du diplôme sur tout le territoire.